

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 22/09/2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/07/2022

### **Partie nominative**

#### **ECONOTRE**

Zone des Turquès  
Route de Montauban  
31660 BESSIERES

Affaire suivie par : ANDREO Célia  
Téléphone : 05.61.15.39.78  
Courriel : [celia.andreo@developpement-durable.gouv.fr](mailto:celia.andreo@developpement-durable.gouv.fr)  
Références : 2022-776  
Code AIOT : 0006802560

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 12/07/2022 de l'établissement ECONOTRE implanté Zone des Turquès Route de Montauban à BESSIERES. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.




#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- ANDREO Célia, Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège, ENV4, inspectrice de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- Gaël SPITZ, Directeur
- Élodie SOURDES, Ingénieur prévention
- Bettina DHUYVETTER, Ingénieur support
- Eric FLEURY, Responsable UVE

Le courriel d'échange avec l'administration est adresse : [gael.spitz@suez.com](mailto:gael.spitz@suez.com)

Approbateur	Vérificatrice	Rédactrice
		
Le chef de département Risques Chroniques Hervé CHERAMY	La chargée de missions déchets et « IED » Amélie ROUTABOUL	L'inspectrice de l'environnement Célia ANDREO

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 12/07/2022 de l'établissement ECONOTRE, implanté Zone des Turquès, Route de Montauban à BESSIERES, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport n'amènent pas l'inspection des installations classées à formuler de propositions à Monsieur le Préfet.

#### **Informations complémentaires de l'inspection :**

La visite de terrain s'est limitée à la présentation du fonctionnement technique de l'installation d'incinération et de valorisation énergétique et l'installation de maturation des mâchefers. Le centre de tri n'a pas été visité. La visite de terrain n'a pas amené de constatation particulière.

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 22/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ECONOTRE**

Zone des Turquès  
Route de Montauban  
31660 BESSIERES

Références : 2022-776  
Code AIOT : 0006802560

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement ECONOTRE implanté Zone des Turquès, Route de Montauban à BESSIERES. L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECONOTRE
- Zone des Turquès Route de Montauban 31660 BESSIERES
- Code AIOT : 0006802560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED-MTD

La société ECONOTRE exploite à Bessières une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux provenant des ménages et d'activités économiques. Cette installation est associée à un centre de tri des déchets ménagers recyclables collectés séparément et d'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Au titre des installations classées, elle est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2021.

Le tonnage autorisé sur le site est de 196 000 tonnes pour l'année 2021.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- modalités de gestion des déchets entrants de l'installation d'incinération et du centre de tri,
- modalités de gestion des eaux pluviales issues de la plateforme des machefers.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traitement des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/09/2012, article 4.2.1	/	Sans objet
2	Vidéosurveillance	Code de l'environnement du 11/07/2022, article L.541-30-3	/	Sans objet
3	Capacité de traitement autorisée 2021	Arrêté Préfectoral du 21/12/2021, article 2	/	Sans objet
4	Déchets reçus installation de tri	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 2.3.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 4 faits conformes dont 3 en lien avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 modifié et un fait conforme relatif aux modalités de contrôle par vidéo-surveillance selon l'article D.541-48-1 du code de l'environnement.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Traitement des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2012, article 4.2.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux pluviales de la plateforme des mâchefers		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents industriels sont traités de la manière suivante : [...]		
<b>Effluents</b>	<b>Traitement</b>	<b>Rejet</b>
Excédent d'eau de l'extracteur à mâchefers  Eaux pluviales issues de la plate-forme mâchefers et de voiries de la zone du traitement des fumées et des mâchefers  Surplus des eaux des des purges chaudières et turbines.	Stockage dans le bassin de 900 m <sup>3</sup>  Réutilisation comme eaux de refroidissement des mâchefers en sortie fours et d'humidification des mâchefers pendant leur maturation  Décanteur-déshuileur	Pas de rejet en fonctionnement normal  Rejet exceptionnel possible : <ul style="list-style-type: none"> <li>- au point n°3, après contrôle qualité</li> <li>- au point n°4, après contrôle qualité</li> <li>- au point n°1, après traitement physico-chimique</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les dispositions de l'arrêté prévoient que les eaux pluviales issues de la plate-forme mâchefers et des voiries, le surplus des eaux de purge des chaudières et turbines, et l'excédent d'eau de l'extracteur à mâchefers soient stockées dans un bassin de 900 m <sup>3</sup> et qu'elles soient réutilisées comme eaux de refroidissement des mâchefers en sortie des fours et d'humidification des mâchefers pendant leur maturation. Aucun rejet vers le milieu naturel n'est donc censé être effectué en fonctionnement normal. Toutefois, l'exploitant indique que des rejets réguliers ont lieu malgré tout aux points de rejet n° 1 et n° 3, en cas de fortes pluies notamment. En effet, la consommation des extracteurs à mâchefer étant insuffisante, l'excédent d'eau est envoyé vers la station de traitement des eaux de lavage du traitement des fumées. Egalement, dans le dossier de réexamen IED du site, il est mentionné que les rejets liquides issus de cette station de traitement d'eau sont contrôlés conformément à la MTD 34 de l'annexe 6a.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

## N° 2 : VIDEOSURVEILLANCE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vidéosurveillance des déchets entrants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place la vidéo surveillance depuis le 31 mai 2022. L'exploitant a justifié du bon fonctionnement du système d'adaptation de la fréquence de prise de vue, de la caméra et de la capacité de fournir les images relatives à chaque déchargement de déchets. En effet, lors de la visite, un sondage a été réalisé sur un déchargement effectif du 14 juin 2022 et ce dernier a été vérifié par comparaison avec le registre entrant des déchets au sein de l'installation et des différentes prises de vue enregistrées. Le dispositif de contrôle par vidéo permet d'enregistrer les images des opérations de déchargement permettant d'identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation du véhicule.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Capacité de traitement autorisée 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, capacité de traitement autorisée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Capacité de traitement autorisée 196 000 tonnes pour l'année 2021
<p><b>Constats :</b> Le tonnage autorisé sur le site est de 196 000 tonnes pour l'année 2021.</p> <p>Suite à un incident le 29 novembre 2021, l'unité de valorisation énergétique de la SETMI à Toulouse a dû arrêter provisoirement plusieurs de ses fours en raison d'un affaissement d'un silo de REFIOM. Le maintien d'un niveau acceptable de déchets stockés en fosse pendant la période de l'arrêt de la SETMI a nécessité de transférer des déchets vers d'autres exutoires dont le site d'Econotre. Le site a donc traité 196 255 tonnes sur son site pour l'année 2021.</p> <p>Des échanges avec l'administration ont été réalisés mais non formalisés. Suite à la demande de l'inspection la formalisation de ce dépassement exceptionnel a été transmis à l'inspection.</p> <p>Ainsi, dans son courrier du 27 juin 2022, l'exploitant indique le site d'ECONOTRE a servi d'exutoire, à compter du 30 novembre au 14 décembre 2021 inclus pour le traitement de 699 tonnes provenant de la SETMI à Toulouse des déchets issus des ménages et d'activité économique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant a transmis les justificatifs attestant des tonnages reçus en détournement de la SETMI : 699 tonnes,</li> <li>• le dépassement du tonnage annuel sollicité par la société Econotre est exceptionnel du fait de l'arrêt provisoire des fours de l'unité de valorisation de la SETMI à Toulouse, à la suite d'un incident technique et a occasionné un dépassement de 255 tonnes.</li> </ul> <p>Le tonnage traité sur le site d'Econotre est de 196 255 tonnes en intégrant ces apports pour l'année 2021, soit 195 556 tonnes hors apports liés à l'incident (capacité autorisée conforme à l'arrêté complémentaire cité supra).</p> <p>Les tonnages de déchets détournés sur l'installation d'ECONOTRE ne sont pas pris en compte dans la capacité de traitement annuelle conformément à l'article L.541-25-1 : " L'autorisation d'exploiter une installation d'incinération ou une installation de stockage de déchets fixe une limite de la capacité de traitement annuelle. Cette limite ne s'applique pas en cas de transfert de déchets en provenance d'une installation provisoirement arrêtée en raison de circonstances exceptionnelles et située dans un département, une commune, un syndicat ou un établissement public de coopération intercommunale limitrophe."</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Réception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets admissibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 2.3.2 de l'AP du 29/04/2005 – Déchets admissibles « [...]L'exploitant tient un registre des entrées qui content les informations suivantes : — la date de réception. — le nom du producteur, — la nature et la quantité de déchets reçus. — l'identité du transporteur, — l'identification du véhicule. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...] »
<b>Constats :</b> Le centre de tri accueille des déchets issus des collectes sélectives auprès des ménages en porte à porte ou par apport volontaire. Trois flux sont ainsi collectés : les déchets « plats », les déchets « creux », et les déchets en mélange. Le registre des déchets entrant a été consulté par sondage sur la période du mois de juin 2022.  Par ailleurs, suite aux mesures de la loi anti-gaspillage dans le domaine de la gestion des déchets et notamment aux renforcements des obligations de tri, la construction d'un nouveau centre de tri à Bessières, chemin des Turques sera réalisé afin de répondre aux nouvelles normes de tri et des besoins de la métropole. En attendant la construction de ce dernier, le centre de tri actuel va être optimisé.  Suite à la demande de l'inspection, un dossier de porter à connaissance a été demandé lors de la visite d'inspection et transmis le 2 août 2022 pour formaliser l'optimisation du centre de tri actuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet